

ISMAIL SABRI ABDALLA

Ismail Sabri Abdalla est décédé au Caire le 6 novembre. Avec lui disparaît l'une des grandes figures de l'histoire de l'Egypte contemporaine. Ismail a été l'un de ceux , peu nombreux , qui a tenté de construire dans l'Egypte nassérienne une gestion planifiée d'un développement économique au service de la nation et de ses classes populaires. La conjoncture du moment -les années 1957 et 58 faisaient suite à l'échec de l'agression franco anglo israelienne de 1956-semblait le permettre. Mais cette conjoncture favorable n'a pas duré. Le récit de cette tentative, à laquelle j'avais été personnellement associé et dont j'ai fait référence dans mes Mémoires , rend compte des raisons de son échec.

L'année 1957 avait été celle du grand chambardement en Egypte, suite à l'échec de l'agression tripartite. Les capitaux britanniques, français et belges, dominants dans les secteurs industriels et modernes de l'économie, avaient été placés sous séquestre. Qu'allait-on en faire ? Deux thèses divisaient le groupe dirigeant des officiers libres : les " égyptianiser " c'est à dire en transférer la propriété, avec ou sans paiement réel, au grand capital égyptien privé, qui en fait avait souvent été plus associé que concurrent du capital étranger (le groupe Misr en particulier), ou bien les nationaliser pour créer un secteur public qui permettrait par son importance d'amorcer la planification d'un développement accéléré ? Finalement, Nasser penchant pour la seconde solution, celle-ci fut retenue, avec quelques concessions de forme à la première - en associant ici et là, marginalement, le privé égyptien au nouveau secteur d'Etat.

Mais comment allait-on concevoir la gestion de ces entreprises et la planification de leur développement ? Ismaïl Abdallah fut alors chargé d'une mission d'information sur le sujet. Il était connu, par les dirigeants du pays, comme économiste marxiste, et d'autant plus connu que, communiste, il avait été jeté en prison en 1954 et n'en était sorti qu'en 1956 (les Mémoires de Gulpérie Effatoun, son épouse, fournissent tous les détails à ce sujet). Il était respecté pour son intelligence et son sens national.

Ismail a fait la meilleure proposition qui puisse être, à mon avis. Le danger était que la direction des entreprises nationales ne soit distribuée à des clients politiques - officiers en particulier - n'ayant que peu de comptes à rendre, dépendants formellement de différents ministères. A l'incompétence dans la gestion s'ajouterait l'émiettement du contrôle. Ismail proposa donc de créer une institution d'Etat autonome, sur le modèle de l'IRI italienne, une sorte de holding d'Etat qui choisirait les administrateurs des sociétés et donnerait les grandes orientations de gestion et de développement. L'institution fut créée en 1957, et appelé la Mouassassa Iqtisadia (l'Institution économique). Son Président ne pouvait être qu'un officier de l'entourage de Nasser. Fort heureusement celui qui fut choisi - Hassan Ibrahim, officier de l'Air - était le moins nocif. Peu porté au travail, mais davantage aux honneurs, il était heureux de pantoufler - bien qu'encore jeune ! - sans tenter de se mêler des affaires de l'institution. La direction effective de celle-ci était confiée à un directeur général - Sedki Soliman - ingénieur de formation. Gros travailleur, bien organisé, il avait de bonnes qualités pour la fonction. Il devait d'ailleurs en donner la preuve plus tard en qualité de Ministre du Haut Barrage, dont il dirigea les travaux - pharaoniques - avec exactitude et sans corruption. Mais Sedki Soliman avait aussi ses limites, c'était un vrai technocrate, sans culture économique autre que pragmatique, et surtout sans vision politique - patriote nationaliste populiste mais rien de plus.

Ismail, qui avait conçu le projet, fut nommé directeur, chargé d'orienter les décisions économiques de l'institution. Communiste, il ne pouvait être placé plus haut. Mais c'était déjà bien. Doté d'une forte personnalité, capable d'argumenter, il pouvait - et devait pendant l'année 1958 où il exerça ses fonctions - influencer réellement sur les décisions principales. Ismaïl cherchait donc une équipe pour l'y aider et avait évidemment pensé à moi dès le départ.

La Mouassassa n'était pas une bureaucratie gigantesque. Il fallait éviter ce défaut, bien égyptien. Elle s'installa donc au dernier étage de la Banque d'Alexandrie - ex Barclays Bank nationalisée - rue Kasr el Nil, au centre de la ville.

Durant toute l'année 1958 Ismaïl assumait la direction de ces travaux avec beaucoup d'habileté. Il en fallait. Car la bureaucratie de l'Etat égyptien, toujours pharaonique, était traversée de toutes sortes de contradictions et de conflits, les uns, nobles, traduisant des visions politiques différentes, les autres, plus vulgaires, le heurt d'intérêts d'individus et de clans. En gros il y avait quatre centres de décision qui se disputaient plus qu'ils ne se partageaient l'orientation du développement du pays : la Mouassassa, le Ministère de la Planification, le Ministère des Finances dont dépendait la Banque Centrale, la Banque industrielle.

On ne pouvait pas, à la Mouassassa, se contenter de gérer le secteur public au jour le jour. On était donc contraint de planifier son développement. Mais n'était-ce pas là la tâche que le nouveau Ministère du Plan aurait dû assumer ? Or il ne l'assumait pas. Ses techniciens avaient été mis (ou s'étaient mis d'eux mêmes) sur les rails de la " modélisation " de la croissance. Je ne suis pas hostile par principe à l'usage de modèles bien sûr. Il en faut pour tester la cohérence des politiques sectorielles et partielles. Mais le modèle doit venir après, non avant. Après que le contenu social et politique des objectifs ait été défini. Les technocrates croient souvent pouvoir fuir la responsabilité politique par l'illusion que les modèles permettent de faire des choix dont la rationalité pourrait être supra politique, supra sociale.

Il restait que le développement du secteur public contrôlé par la Mouassassa avait besoin de moyens financiers. Or ici nous nous heurtions à l'obstacle de la dualité des visions des Finances et de la Banque industrielle. Le Ministère des Finances, institution aussi ancienne que l'Egypte, avait des habitudes qu'il était pratiquement impossible de lui faire changer. Le Trésor avait toujours financé l'irrigation et, depuis le XIXe siècle, les chemins de fer, puis, depuis la crise des années 1930 qui avait menacé de faillite trop de grands propriétaires fonciers, le Crédit Foncier qui avait pris le relais des banques auprès desquelles ces propriétaires s'étaient endettés, enfin, depuis la guerre, le Crédit agricole (qui faisait les avances de campagne aux petits exploitants) et un certain nombre de caisses - dispersées - qui géraient des fonds de compensation, chaque fois créées ad hoc, pour limiter les dégâts de l'inflation. Dans tous ces domaines impossible de faire sortir le Trésor de ses habitudes, gérées par des services séparés sans communication entre eux, entraînant pas mal de gaspillages ou d'absurdités. De plus le Trésor n'avait jamais pensé financer l'industrie qui, au demeurant ne le lui avait jamais demandé, se contentant d'asseoir sa rentabilité par la protection tarifaire et l'octroi des marchés publics, renforçant la position monopoliste des entreprises.

La Banque centrale, dont les fonctions étaient assumées alors par la National Bank tout juste nationalisée, était - nature oblige - conservatrice au maximum. Chargé d'assurer la stabilité de la monnaie (c'est déjà pas si mal - elle le faisait bien) mais rien à faire pour aller au delà.

Il ne restait plus que la banque industrielle, création du régime, contrôlée en principe par le nouveau Ministère de l'industrie (indépendant des Finances). Notre fidèle ami, communiste lui aussi, Hassan Abdel Razek, était l'économiste en chef de la Banque. Nous discussions souvent de tel ou tel projet, nous parvenions souvent à la même conclusion - pas toujours, mais c'est normal - mais nous n'étions pas capables de faire donner une suite à nos propositions. Au Ministère de l'industrie, qui détenait la décision en dernier ressort, des " clans " (shilal en égyptien, terme bien connu de tous ceux qui savent ce que sont les habitudes ancestrales de la gestion du pays) - d'officiers et d'autres, plus ou moins corrompus, peu compétents ou têtus pour une raison quelconque - faisaient la pluie et le beau temps. C'était eux qui " planifiaient " la

réalité, en vérité dans le désordre total qui est le contraire du concept même de planification.

Je raconte un peu dans le détail toute cette histoire parce que je constate que les livres qui parlent de l'époque ne le font pas. Ils substituent à la réalité un discours abstrait et général sur la planification de l'époque nassérienne, comme si celle-ci avait été la mise en oeuvre raisonnée des déclarations publiques et des textes la concernant. Comme si donc son " échec " tenait à son principe théorique !

SAMIR AMIN novembre 2006

1

1